

PRÉFET DE L'ORNE

Sous-préfecture d'Argentan  
Pôle Actions de l'Etat  
-----

NOR: 1200-13-00539

**ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT UNE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE**

-----  
**Commune de TINCHEBRAY**  
-----

**Le Préfet de l'Orne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**Vu** le Code de l'Environnement, ses titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties législative et réglementaire du Livre V, notamment ses articles L.515-12 et R. 515-31 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 septembre 1977 autorisant la société Le Feuvrier à exploiter une décharge contrôlée de déchets industriels solides et inertes, sur le territoire de la commune de Tinchebray, au lieu dit « Carrière de la Noë-Gris » ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 12 juillet 2013 ;

**Vu** l'avis de la direction départementale des territoires en date du 14 août 2013 ;

**Vu** l'avis du service interministériel de défense et de la protection civile en date du 29 juillet 2013 ;

**Vu** l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Tinchebray, en date du 26 septembre 2013 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement présenté aux membres du CODERST en date du 4 octobre 2013 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, en sa séance du 29 octobre 2013 ;

**Considérant que** l'activité qui s'est exercée sur le site de l'ancienne carrière de la Noë-Gris à Tinchebray, de par sa nature, pourrait présenter des risques en cas d'excavation ;

**Considérant qu'il** apparaît nécessaire de préciser les restrictions d'usages à mettre en œuvre sur les terrains afin de prévenir l'apparition de risques en cas de construction ou de travaux ;

**Considérant que** des servitudes, prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du Code de l'environnement, peuvent être instituées sur des terrains susceptibles d'être pollués par l'exploitation d'une installation et peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières ;

**Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Orne,**

## **ARRETE**

### **Titre I<sup>er</sup> – Institution d'une servitude d'utilité publique**

#### **Article 1 : Objet**

Il est institué une servitude d'utilité publique sur l'installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « Carrière de Noë-Gris » sur la parcelle cadastrée YC 12 a. de la commune de Tinchebray selon le plan joint en annexe du présent arrêté, qui appartient à l'établissement Le Feuvrier.

Cette servitude est prise en application des articles L. 515-12 et R. 515-31 du Code de l'environnement, et en accord avec le propriétaire.

### **Titre II – Nature de la servitude**

#### **Article 2 : Usage du site au moment de la mise en place de la servitude**

Le seul usage possible du terrain cité à l'article 1 du présent arrêté est celui d'activités industrielles.

#### **Article 3 : Limitation au droit de construction**

Il est strictement interdit sur la parcelle YC 12 a. :

- d'implanter toute construction ;
- d'implanter un ouvrage nécessitant d'excaver le sol ;
- d'aménager un terrain de camping ou de stationnement de caravanes ;
- d'aménager un terrain de sport, un parc de loisirs, une aire de jeux pour enfants ou un jardin d'agrément.

#### **Article 4 : Utilisation du sol et du sous-sol**

Il est strictement interdit :

- d'évacuer des matériaux en place, sauf si cette opération prévoit l'élimination de matériaux pollués dans une installation autorisée à cet effet ;
- de réaliser des activités d'agriculture et d'élevage ;
- de puiser de l'eau de nappe souterraine ou superficielle.

#### **Article 5 : Obligation des propriétaires du terrain**

Le ou les propriétaires du terrain concerné doivent :

- garder en mémoire l'historique du site.

#### **Article 6 : Levée ou modification de la servitude**

Tout changement d'usage des terrains, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la levée ou la modification de ces restrictions. Cela ne sera possible, aux frais et sous la responsabilité du propriétaire, qu'après réalisation d'une étude garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés, conformément à la méthodologie en vigueur en matière de pollution des sols définie par le Ministère chargé de l'Environnement.

La levée ou la modification de la servitude d'utilité publique ne peut s'effectuer que sur décision arrêtée par le préfet.

### **Titre III – Dispositions diverses**

#### **Article 7 : Enregistrement de la servitude**

La servitude fera l'objet d'un enregistrement par le service de la Direction départementale des finances publiques (DDFIP) de l'Orne, chargé de la publicité foncière et du fichier immobilier. Une copie du présent arrêté sera portée à la connaissance du maire de Tinchebray pour être annexée aux documents d'urbanisme, dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du Code de l'urbanisme.

#### **Article 8 : Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **Article 9 - Publication**

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant un mois à la mairie de Tinchebray, avec indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans les locaux de l'installation par les soins de la Société Le Feuvrier.

Un avis sera inséré, par les soins de la sous-préfecture, dans deux journaux du département, aux frais du pétitionnaire.

#### **Article 10 : Exécution et ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le sous-préfet d'Argentan sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et dont copie sera adressée au :

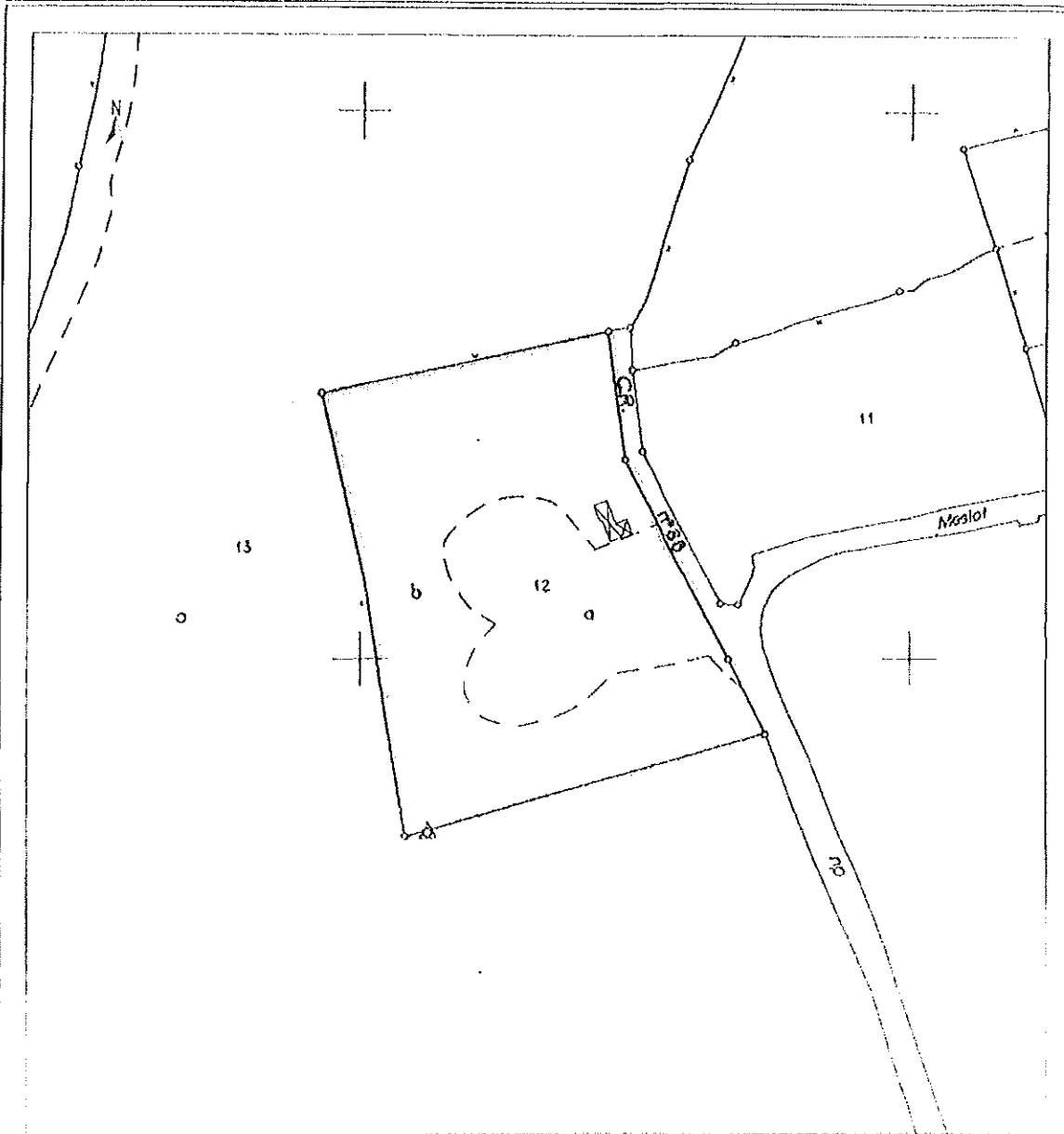
- maire de Tinchebray,
- directeur départemental des territoires,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- délégué territorial de l'agence régionale de santé
- chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- directeur départemental des finances publiques.

Argentan, le 6 novembre 2013  
Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Sous-Préfet d'Argentan

Jean-François SALIBA

# Annexe 1

Département ORNE  Commune FINCHÉBRAY	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ----- EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ -----	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant DOMERONT
Section : YC Révisé : 02/03/07  Échelle d'origine : 1/2000 Échelle d'édition : 1/2000  Date d'édition : 26/06/2013 (Jusqu'à l'horizon de Paris)  ©2012 Ministère de l'Économie et des Finances	Cet extrait de plan vous est délivré par  cadastre.gouv.fr	



Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour  
 Argentan, le 6 novembre 2013

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Sous-Préfet d'Argentan

Jean-François SALIBA